

ROYAUME DE BELGIQUE

KONINKRIJK BELGIE

AVIS DU CONSEIL D'ETAT

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Ministre de l'Intérieur, le 21 avril 1997, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté royal "modifiant l'arrêté royal du 28 mai 1991 fixant les conditions d'installation, d'entretien et d'utilisation des systèmes et centraux d'alarme par les entreprises de sécurité", a donné le 24 septembre 1997 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, op 21 april 1997 door de Minister van Binnenlandse Zaken verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "tot wijziging van het koninklijk besluit van 28 mei 1991 tot vaststelling van de voorwaarden voor installatie, onderhoud en gebruik van alarmsystemen en alarmcentrales door de beveiligingsondernemingen", heeft op 24 september 1997 het volgende advies gegeven :

Examen du projet

Préambule

A l'alinéa 3, la référence à l'arrêté royal du 31 mars 1994 fixant la procédure d'approbation des systèmes et centraux d'alarme, visés dans la loi du 10 avril 1990 sur les entreprises de gardiennage, sur les entreprises de sécurité et sur les services internes de gardiennage, modifié par l'arrêté royal du 8 janvier 1996, est superflue et doit être omise.

Dispositif

Article 1er

Selon l'usage, il y a lieu de remplacer, dans la phrase introductive, les mots "est complété par un sixième point, libellé comme suit" par les mots "est complété comme suit : "6° ...".".

En outre, le texte néerlandais du 6°, en projet, devrait être rédigé en tenant compte de l'observation faite dans la version néerlandais du présent avis.

Article 2

Dans la phrase introductive, les mots "par une disposition, rédigée comme suit" doivent être remplacés par les mots "par le texte suivant : "1° ...".".

.../...

En outre, le texte néerlandais de la disposition en projet devrait être rédigé en tenant compte de l'observation faite dans la version néerlandaise du présent avis.

Article 3

1. Pour assurer la concordance avec le texte néerlandais, il y a lieu d'ajouter, dans le texte français, de l'article 4, § 1er, alinéa 1er, en projet, le mot "première" entre le mot "sa" et les mots "mise en service".

2. Au surplus, ledit article 4, § 1er, alinéa 1er, en projet, serait mieux rédigé comme suit :

"§ 1er L'utilisateur d'un système d'alarme doit, dans les cinq jours ouvrables qui suivent sa première mise en service, fournir, au chef de corps de la police communale, toutes les coordonnées utiles d'au moins deux personnes de contact.".

Le texte néerlandais de l'alinéa 2 devrait être rédigé en tenant compte des observations faites dans la version néerlandaise du présent avis.

3. L'attention de l'auteur du projet est attirée sur le fait que les mots "neutraliser ou faire neutraliser par tous les moyens, figurant à l'article 4, § 3, en projet, ne peuvent être interprétés comme autorisant les services de police à pénétrer dans une habitation sans l'accord de

.../...

l'occupant (1). En effet, la loi du 10 avril 1990 ne prévoyant pas les conditions dans lesquelles les services de police pourraient faire une visite domiciliaire, en vue de neutraliser ou de faire neutraliser une alarme, une telle interprétation serait contraire à l'article 15 de la Constitution.

Afin d'éviter que le texte ne soit ainsi interprété, le paragraphe 3 pourrait être complété par les mots "sans toutefois pouvoir pénétrer, sans l'accord de l'occupant ou d'une des personnes de contact, dans un immeuble utilisé comme habitation".

Article 5

Le texte néerlandais devrait être rédigé en tenant compte de l'observation faite dans la version néerlandaise, in initio, du présent avis.

La modification proposée de la notion de "central 101" ne répond plus à la définition qui en est donnée à l'article 1er, 5°, de l'arrêté royal du 28 mai 1991 fixant les conditions d'installation, d'entretien et d'utilisation des systèmes et centraux d'alarme par les entreprises de sécurité. Il convient, dès lors, de modifier également cet article.

(1) Selon le fonctionnaire délégué, la neutralisation d'une alarme par un service de police n'implique pas nécessairement que celui-ci pénètre dans l'immeuble.

De même, il convient, à l'article 8, alinéa 1er, de l'arrêté du 28 mai 1991 précité d'apporter la même modification que celle projetée à l'article 7 en projet, à savoir remplacer les mots "central 101" par les mots "système informatique ou de télécommunication du service 101".

Le texte néerlandais devrait être rédigé en tenant compte de l'observation faite dans la version néerlandaise, in fine, du présent avis.

Article 6

Il convient de rédiger cet article comme suit :

"Dans l'article 8, alinéa 5, du même arrêté, les mots "gestionnaire du" sont insérés entre les mots "au" et "central".

Article 7

1. La nouvelle rédaction projetée pour l'article 9 de l'arrêté royal du 28 mai 1991 rend cette disposition inutilement complexe et redondante.

Dans la rédaction actuelle, en effet, l'alinéa 1er impose à tout utilisateur de faire vérifier son système d'alarme en cas de fausse alerte. L'alinéa 2 permet au service de police d'exiger un certificat d'un installateur

.../...

agréé, lorsque la fausse alerte est due à une défectuosité technique.

Le texte en projet maintient tel quel l'alinéa 1er, mais exige d'office un certificat d'un installateur agréé, sauf si le service de police constate que la fausse alerte est due à une mauvaise manipulation.

Dans cette dernière hypothèse, on ne perçoit pas l'utilité d'imposer encore, ainsi que le prévoit l'alinéa 1er de l'article 9 actuel, l'obligation faite à l'utilisateur de faire vérifier son système par un installateur.

De l'accord du fonctionnaire délégué, cette disposition gagnerait, dès lors, à être simplifiée en supprimant l'alinéa 1er actuel, de l'article 9, et en formulant l'alinéa 2 (qui deviendrait l'alinéa 1er) comme suit :

"Lors du déclenchement d'une fausse alerte et à moins qu'il ne constate que la fausse alerte est exclusivement due à une mauvaise manipulation par l'utilisateur du système d'alarme, le service de police intervenant impose à cet utilisateur de lui soumettre, dans les dix jours, un certificat attestant qu'il a été fait appel à un installateur agréé afin de déterminer la cause de l'alarme et de prendre les mesures nécessaires à prévenir une nouvelle fausse alerte due à la même cause.".

.../...

2. Compte tenu du nombre de modifications proposées, mieux vaut remplacer, par une seule disposition modificative, l'ensemble de l'article 9.

Le texte néerlandais de l'article 9, alinéa 3, en projet, devrait être rédigé en tenant compte des observations faites dans la version néerlandaise du présent avis.

De surcroît, à l'article 9, alinéa 4 nouveau, en projet, troisième phrase, mieux vaut écrire :

"Cet organisme décide si l'installation peut être réparée ou doit être mise hors service définitivement."

Article 8

Dans le texte français du projet, il convient d'abroger et non de supprimer l'article 10 de l'arrêté royal du 28 mai 1991.

Article 9

Cette disposition sera omise. Mieux vaut, en effet, éviter les modifications qui ont pour seul objet de déplacer des articles ou d'en changer le numérotage.

*

Il convient de rédiger un exécutoire.

Onderzoek van het ontwerp

Aanhef

In het derde lid is de verwijzing naar het koninklijk besluit van 31 maart 1994 tot vaststelling van de procedure van de goedkeuring van de alarmsystemen en alarmcentrales, bedoeld in de wet van 10 april 1990 op de bewakingsondernemingen, de beveiligingsondernemingen en de interne bewakingsdiensten, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 8 januari 1996, overbodig. Die verwijzing moet vervallen.

Bepalend gedeelte

Artikel 1

In de inleidende zin dienen, zoals gebruikelijk is, de woorden "wordt aangevuld met een zesde punt, luidend als volgt" te worden vervangen door de woorden "wordt aangevuld als volgt : "6° ...".".

Bovendien valt op te merken dat de woorden "de facto" geen tegenhanger hebben in de Franse tekst en dat "het beveiligde goed" moet worden geschreven in plaats van "het beveiligd goed".

Artikel 2

.../...

In de inleidende zin moeten de woorden "door een bepaling, luidende als volgt" worden vervangen door de woorden "als volgt : 1° ...".

Bovendien schrijve men : "in enig onroerend goed" in plaats van "in elk onroerend goed".

Artikel 3

1. Met het oog op de overeenstemming met de Nederlandse tekst dient in de Franse tekst van het ontworpen artikel 4, § 1, eerste lid, tussen het woord "sa" en de woorden "mise en service" het woord "première" te worden ingevoegd.

2. Dat ontworpen artikel 4, § 1, eerste lid, zou overigens beter als volgt worden gesteld :

"§ 1. De gebruiker van een alarmsysteem dient binnen vijf werkdagen na de eerste ingebruikneming ervan aan de korpschef van de gemeentepolitie alle dienstige personalia te bezorgen van ten minste twee contactpersonen."

In het tweede lid schrijve men "binnen dertig minuten" in plaats van "binnen de dertig minuten" en "contactpersoon" in plaats van "kontaktpersoon". De laatste opmerking geldt voor heel het ontwerp.

3. De aandacht van de steller van het ontwerp wordt gevestigd op het feit dat de woorden "met alle middelen

.../...

neutraliseren of laten neutraliseren", die zijn opgenomen in het ontworpen artikel 4, § 3, niet mogen worden begrepen als een toestemming voor de politie om in een woning binnen te dringen zonder het verlof van de bewoner ervan (1). Zulk een interpretatie zou immers in strijd zijn met artikel 15 van de Grondwet, aangezien de wet van 10 april 1990 niet bepaalt in welke omstandigheden de politie in een woning kan binnendringen om een alarm af te zetten of te laten afzetten.

Om te voorkomen dat de tekst aldus wordt uitgelegd, zou paragraaf 3 kunnen worden aangevuld met de woorden "zonder echter in een gebouw dat als woning wordt gebruikt te mogen binnendringen zonder de toestemming van de bewoner of van één van de contactpersonen".

Artikel 5

Het zou beter zijn om "computer- of telecommunicatiesysteem van een politiedienst" te schrijven, alsook "computer- of telecommunicatiesysteem van een 101-centrale" in plaats van "informatica- of telecommunicatiesysteem van een politiedienst" en "informatica- of telecommunicatiesysteem van een 101-centrale".

Door de wijziging die wordt voorgesteld voor het begrip "101-centrale" is dat begrip niet langer in overeenstemming met de begripsbepaling die ervan wordt gegeven in

(1) Volgens de gemachtigde ambtenaar houdt het afzetten van een alarm door de politie niet noodzakelijk in dat die het gebouw binnentreedt.

artikel 1, 5°, van het koninklijk besluit van 28 mei 1991 tot vaststelling van de voorwaarden voor installatie, onderhoud en gebruik van alarmsystemen en alarmcentrales door beveiligingsondernemingen. Bijgevolg dient ook dat artikel te worden gewijzigd.

Evenzo dient in artikel 8, eerste lid, van het voormelde besluit van 28 mei 1991 dezelfde wijziging te worden aangebracht als die welke wordt voorgesteld in het ontworpen artikel 7, namelijk de woorden "101-centrale" vervangen door de woorden "computer- of telecommunicatiesysteem van een 101-centrale".

Voorts wordt erop gewezen dat in het bewuste artikel 7, § 2, "101-centrale" staat en niet "centrale 101".

Artikel 6

Dit artikel dient als volgt te worden gesteld :

"In artikel 8, vijfde lid, van hetzelfde besluit worden tussen de woorden "betrokken" en "101-centrale" de woorden "beheerder van de" ingevoegd".

.../...

Artikel 7

1. Door de ontworpen nieuwe lezing van artikel 9 van het koninklijk besluit van 28 mei 1991 is die bepaling onnodig ingewikkeld en overtoollig.

Het eerste lid van de huidige versie verplicht elke gebruiker er immers toe zijn alarmsysteem te laten nakijken in geval van vals alarm. Krachtens het tweede lid kan de politie een bewijs van een erkend installateur eisen indien het vals alarm te wijten is aan een technisch defect.

De ontworpen tekst behoudt het eerste lid ongewijzigd, maar vereist automatisch een bewijs van een erkend installateur, behalve indien de politie vaststelt dat het vals alarm te wijten is aan een verkeerde bediening.

In dit laatste geval is niet duidelijk waarom de gebruiker er nog toe wordt verplicht zijn systeem te laten nazien door een installateur, zoals zulks door het eerste lid van het huidige artikel 9 wordt opgelegd.

Ook de gemachtigde ambtenaar is van mening dat die bepaling er dus bij zou winnen als ze zou worden vereenvoudigd door het huidige eerste lid van artikel 9 te laten vervallen en door het tweede lid (dat het eerste lid zou worden) als volgt te stellen :

"In geval van vals alarm en tenzij hij vaststelt dat het vals alarm uitsluitend te wijten is aan een verkeerde bediening van het alarmsysteem door de gebruiker, verplicht de optredende politiedienst die gebruiker ertoe

.../...

hem binnen tien dagen een bewijs over te leggen waaruit blijkt dat een beroep is gedaan op een erkend installateur om de oorzaak van het alarm te bepalen en de nodige maatregelen te nemen om een nieuw vals alarm te voorkomen dat te wijten zou zijn aan dezelfde oorzaak."

2. Vanwege het grote aantal voorgestelde wijzigingen, verdient het aanbeveling artikel 9 in zijn geheel te vervangen door één enkele wijzigingsbepaling.

Ook schrijve men in het ontworpen artikel 9, derde lid, "bediening" in plaats van "manipulatie" en "kan hij de verplichting opleggen" in plaats van "kan zij de verplichting opleggen". De eerste opmerking geldt voor heel het ontwerp.

Buitendien zou het beter zijn de derde zin van het ontworpen nieuwe vierde lid van artikel 9 als volgt te stellen :

"Die instelling beslist of de installatie kan worden hersteld of definitief buiten werking moet worden gesteld."

Artikel 8

In de Franse tekst van het ontwerp behoort artikel 10 van het koninklijk besluit van 28 mei 1991 niet te vervallen ("supprimé") maar te worden opgeheven ("abrogé").

Artikel 9

Die bepaling dient achterwege te worden gelaten. Het is immers beter wijzigingen te vermijden die er alleen toe strekken artikelen te verplaatsen of te vernummeren.

*

Er dient een uitvoeringsbepaling te worden gemaakt.

La chambre était composée de

De kamer was samengesteld uit

Messieurs J.-J. STRYCKMANS,
de Heren

président,
voorzitter,

Y. KREINS,
P. QUERTAINMONT,

conseillers d'Etat,
staatsraden,

F. DELPEREE,
J. van COMPERNOLLE,

assesseurs de la
section de législation,
assessoren van de
afdeling wetgeving,

Madame J. GIELISSEN,
Mevrouw

greffier,
griffier.

Le rapport a été présenté par
M. L. DETROUX, auditeur adjoint.
La note du Bureau de coordination a
été rédigée et exposée par
Mme F. CARLIER, référendaire
adjoint.

Het verslag werd uitgebracht
door de H. L. DETROUX, adjunct-
auditeur. De nota van het
Coördinatiebureau werd opgesteld
en toegelicht door
Mevr. F. CARLIER, adjunct-refe-
rendaris.

La concordance entre la version
française et la version néerlandai-
se a été vérifiée sous le contrôle
de M. J.-J. STRYCKMANS.

De overeenstemming tussen de
Franse en de Nederlandse tekst
werd nagezien onder toezicht van
de H. J.-J. STRYCKMANS.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

J. GIELISSEN

J.-J. STRYCKMANS